SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1859.

Projet de Loi relatif à l'exécution de divers travaux d'utilité publique.

(Voir les N° 4, 14, 15 et 22 de la Chambre des Représentants.)

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Il est accordé au Gouvernement, pour l'exécution des travaux ci-après désignés, les crédits suivants :

AU MINISTÈRE DE LA GUERRE.

§ 1^{er}. Pour travaux d'agrandissement de la ville d'Anvers et pour la continuation des travaux de défense, vingt millions de francs. fr. 20,000,000

AU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

A. Canaux, rivières, ports et côtes.

§ 2. Pour l'achèvement du canal de Deynze à la mer du Nord vers Heyst, neuf cent mille francs. fr.	900,000
§ 3. Pour l'approfondissement du canal de Gand à Bruges, un million trois cent quarante mille francs	1,340,000
§ 4. Pour l'élargissement de la deuxième section du canal de la Campine, un million quatre cent mille francs	1,400,000
§ 5. Pour l'amélioration du port d'Ostende, six cent cinquante mille francs	650,000
§ 6. Pour travaux de canalisation de la Lys, trois cent mille francs.	300,000
§ 7. Pour l'approfondissement de la Sambre, dans la partie comprise entre Mornimont et la frontière de France, un million de francs.	1,000,000
§ 8. Pour l'amélioration du régime de la Grande-Nèthe, de l'Yser et du canal de Plasschendaële et de Nieupoort par Furnes à la frontière de France, neuf cent mille francs. . .	900,000
§ 9. Pour l'amélioration du régime des eaux de la Dendre, un million cinq cent mille francs.	1,500,000
§ 10. Pour travaux à exécuter à l'Escaut supérieur, dans	

le but d'améliorer l'écoulement des eaux, la navigation et le halage, cinq cent cinquante mille francs. fr. 550,000

§ 11. Pour la part de l'État dans les frais de construction d'un aqueduc latéral à la Meuse, entre le bassin d'Avroi et le canal de Liège à Maestricht, deux cent dix mille francs. 210,000

B. Routes.

§ 12. Pour travaux de raccordement de routes, tant au chemin de fer de l'État qu'aux chemins de fer concédés, cinq cent mille francs. 500,000

C. Chemins de fer.

§ 15. Pour le parachèvement du chemin de fer de l'État, savoir :

Voie.	fr. 1,000,000	
Doubles voies	450,000	
Stations et dépendances.	3,400,000	
Ensemble quatre millions huit cent cinquante mille francs.		4,850,000

D. Bâtiments civils.

§ 14. Pour le transfert, rue de la Loi, des Ministères de la Justice et des Travaux Publics, sept cent mille francs. 700,000

AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

§ 15. Pour la part de l'État dans les frais de construction d'un nouveau palais de justice à Bruxelles, à la charge, par la ville et la province, de contribuer chacune pour un sixième dans les frais de construction, un million deux cent mille fr. 1,200,000

AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

§ 16. Pour l'agrandissement du palais royal à Bruxelles, six cent soixante-quinze mille francs. 675,000

§ 17. Pour travaux de restauration et d'appropriation du palais de Liège, trois cent mille francs 300,000

§ 18. Pour travaux d'appropriation du palais Ducal pour les expositions générales des beaux-arts, le musée moderne, les solennités publiques, etc., trois cent vingt-cinq mille francs. 325,000

§ 19. Pour subsides destinés à des travaux d'amélioration du régime de la Vesdre et de la Mandel, dans un intérêt industriel et hygiénique, cinq cent mille francs. 500,000

Total. fr. 37,800,000

ART. 2.

La ville d'Anvers interviendra dans les dépenses d'exécution des travaux prévus au § 1^{er} de l'art. 1^{er}, jusqu'à concurrence d'une somme de dix millions de francs, en compensation de laquelle l'État lui abandonnera les terrains, les constructions et les fortifications de l'enceinte actuelle.

La démolition des fortifications se fera par la ville et à ses frais.

Cette démolition commencera aussitôt que la nouvelle enceinte sera construite, et, au plus tard, cinq années après la publication de la présente loi.

La somme de dix millions sera versée au Trésor, savoir : cinq millions le

jour de la mise en possession des terrains, constructions et fortifications, et cinq millions dans le terme de trois années, à partir de ce jour.

Si la vente de terrains à opérer par la ville produisait une somme supérieure à dix millions de francs, le surplus du prix de vente serait dévolu moitié à l'État, moitié à la ville.

Le Gouvernement est autorisé à conclure avec la ville d'Anvers une convention sur les bases qui précèdent.

Toutefois, si des tiers faisaient des offres plus avantageuses dans le délai d'un an, à partir de la publication de la présente loi, l'État est autorisé à traiter avec eux et à dégager la ville d'Anvers de l'obligation qui lui est imposée.

ART. 3.

Le Gouvernement est autorisé à contracter, aux conditions qu'il déterminera, un emprunt d'un capital effectif de quarante-cinq millions de francs.

Un crédit de quatre-vingt-dix mille francs est ouvert au Ministère des Finances pour couvrir les frais de confection et d'émission des titres de cet emprunt. Il fera l'objet de l'art. 17^{bis} du Budget de la dette publique pour l'exercice 1859.

ART. 4.

§ 1^{er}. Les dépenses nécessaires au complet achèvement des travaux repris aux §§ 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15 et 16 de l'art. 1^{er}, seront couvertes par les ressources ordinaires de l'État.

§ 2. Les crédits affectés à ces dépenses seront rattachés :

A l'exercice 1859, jusqu'à concurrence de fr. 4,525,000

Et à chacun des exercices 1860 à 1865, jusqu'à concurrence de 5,000,000

§ 3. La répartition de ces crédits entre les paragraphes mentionnés ci-dessus sera faite par arrêté royal, dans les limites des crédits indiqués au tableau annexé à la présente loi.

ART. 5.

Le Gouvernement est autorisé à faire exécuter, par voie de concession de péages et aux conditions qu'il déterminera, les travaux nécessaires pour améliorer le régime de la Dendre, ainsi que la construction d'un canal du couchant de Mons ou de Blaton à Ath.

Les crédits ouverts au § 9 de l'art. 1^{er} et au § 1^{er} de l'art. 4 de la présente loi, pour l'amélioration du régime des eaux de la Dendre, pourront être alloués par le Gouvernement, à titre de subside, jusqu'à concurrence de deux millions cinq cent mille francs, à la compagnie qui se constituerait pour l'exécution de ces travaux.

ART. 6.

La présente loi sera obligatoire le lendemain de sa publication.

Bruxelles, le 30 août 1859.

Les Secrétaires,
(Signé) CH. VERMEIRE.
H. DE BOE.

*Le Président de la Chambre
des Représentants,*
(Signé) AUG. ORTS.

Tableau présentant la répartition des voies et moyens affectés aux dépenses prévues dans le Projet de Loi.

TRAVAUX.	CRÉDITS.	DIVISION DES CRÉDITS IMPUTABLES		
		sur l'emprunt.	sur les ressources ordinaires des exercices 1889-1895.	sur la somme de 10 millions à verser par la ville d'Anvers
§ 1 ^{er} . Travaux d'agrandissement de la ville d'Anvers et continuation des travaux de défense	48,925,000	20,000,000	18,925,000	10,000,000
§ 2. Achèvement du canal de Deynze à la mer du Nord, vers Heyst	1,425,000	900,000	525,000	»
§ 3. Approfondissement du canal de Gand à Bruges	2,105,000	1,540,000	765,000	»
§ 4. Élargissement de la 2 ^e section du canal de la Campine.	2,500,000	1,400,000	900,000	»
§ 5. Amélioration du port d'Ostende	1,245,000	650,000	595,000	»
§ 6. Travaux de canalisation de la Lys	500,000	500,000	»	»
§ 7. Approfondissement de la Sambre (la partie comprise entre Mornimont et la frontière de France)	1,600,000	1,000,000	600,000	»
§ 8. Amélioration du régime de la Grande-Nèthe, de l'Yser et du canal de Plasschendaele et de Nieuport par Furnes à la frontière de France	1,450,000	900,000	550,000	»
§ 9. Amélioration du régime des eaux de la Dendre	2,500,000	1,500,000	1,000,000	»
§ 10. Travaux à exécuter à l'Escaut supérieur dans le but d'améliorer l'écoulement des eaux, la navigation et le halage	900,000	550,000	350,000	»
§ 11. Part de l'État dans les frais de construction d'un aqueduc latéral à la Meuse, entre le bassin d'Avroi et le canal de Liège à Maestricht	210,000	210,000	»	»
§ 12. Travaux de raccordement de routes tant aux chemins de fer de l'État qu'aux chemins de fer concédés	1,000,000	500,000	500,000	»
§ 13. Parachèvement du chemin de fer de l'État.	12,215,000	4,850,000	7,565,000	»
§ 14. Transfert, rue de la Loi, des Ministères de la Justice et des Travaux Publics.	1,250,000	700,000	550,000	»
§ 15. Part de l'État dans les frais de construction d'un nouveau palais de justice, à Bruxelles	2,000,000	1,200,000	800,000	»
§ 16. Agrandissement du palais royal, à Bruxelles.	1,775,000	675,000	1,100,000	»
§ 17. Travaux de restauration et d'appropriation du palais de Liège	500,000	300,000	»	»
§ 18. Travaux d'appropriation du palais Ducal, pour les expositions générales des beaux-arts, le musée moderne, les solennités publiques, etc	525,000	525,000	»	»
§ 19. Subsidés destinés à des travaux d'amélioration du régime de la Vesdre et de la Mandel, dans un intérêt industriel et hygiénique.	500,000	500,000	»	»
TOTAUX.	82,525,000	37,800,000	54,525,000	10,000,000